

## **Pauvreté : trajectoires individuelles, logiques sociales**

**Colloque des 11 et 12 octobre 2012**

**Université de Lausanne - IDHEAP**

### **RÉSUMÉS CONFÉRENCES & TABLE RONDE**

Pierre-Yves Maillard — Politiques sociales et trajectoires de vie : responsabilités cantonales

Heidi Simoni — Combattre la pauvreté des familles en créant des perspectives pour les parents et leurs enfants – le plus tôt possible –

Marianne Modak — Répondre à la vulnérabilité des familles : les registres normatifs des AS de l'aide sociale publique

Daniel Oesch — Travail et vie après un licenciement collectif

Éric Crettaz — Le problème des working poor : mieux le connaître pour mieux le combattre

Éric Widmer — La pluralisation des parcours de vie : quelle vulnérabilité familiale ?

Serge Paugam — La rupture des liens sociaux : trajectoires biographiques et déterminants sociaux

Jean-Michel Bonvin — Les politiques d'insertion en faveur des jeunes à l'aune de l'approche par les capacités

Fabrice Ghelfi — On vit plus longtemps : pour s'enrichir ou coûter plus ?

Table ronde — Possibilités et limites de l'insertion professionnelle

Avec Jean-Hugues Busslinger, Directeur au Centre patronal vaudois ; Manuela Cattani, secrétaire général du syndicat interprofessionnel SIT ; Roger Piccand, Chef du Service de l'emploi du canton de Vaud (SDE) ; Jean-Pierre Tabin, professeur EESP et LIVES.

Modération : Giuliano Bonoli, professeur IDHEAP et LIVES

## Pierre-Yves Maillard

### Politiques sociales et trajectoires de vie : responsabilités cantonales

Face à la fragilisation en particulier financière des trajectoires de vie par l'effritement des assurances sociales fédérales et le recours d'un nombre croissant de ménages au revenu d'insertion (RI), soit l'aide sociale vaudoise, qui en résulte notamment, le Conseil d'Etat a fait pendant la législature 2007-2012 du renforcement des dispositifs sociaux cantonaux en amont du RI une priorité. L'objectif de cette politique est double : prévenir le recours à l'aide sociale de ménages pouvant être soutenus de manière plus adéquate par d'autres régimes sociaux et cibler la politique d'insertion socio-professionnelle poursuivie par l'aide sociale vaudoise sur les personnes qui en ont réellement besoin pour retrouver leur autonomie. Ainsi, depuis la rentrée scolaire 2009, 1200 jeunes adultes ont pu quitter le RI pour le régime des bourses d'études au moment d'entamer leur apprentissage dans le cadre du programme d'insertion *FORJAD*, suite à l'harmonisation des normes financières du RI et des bourses d'études. En outre, 1700 familles de boursiers en dehors de l'aide sociale ont vu leur revenu disponible se renforcer sensiblement. Au 1<sup>er</sup> octobre 2011 est entrée en vigueur la loi visant l'introduction de prestations complémentaires sous conditions de ressources versées aux familles qui travaillent et qui ont des enfants entre 0 et 16 ans (PC Familles), ainsi qu'une rente-pont vers l'AVS destinée aux chômeuses et chômeurs en fin de droit proches de l'âge de la retraite. Ces deux régimes ont d'ors et déjà permis à près de 700 ménages dont 550 familles de quitter le RI et ainsi que de prévenir le recours à l'aide sociale de nombreuses familles "working poor" en dehors de l'aide sociale.

Conseiller national socialiste et secrétaire syndical à partir de 1999, **Pierre-Yves Maillard** a été élu au Conseil d'Etat vaudois en automne 2004. Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2004, il dirige le Département de la santé et de l'action sociale (DSAS). Il est également président du Conseil d'Etat depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

En matière de politique sociale cantonale, le conseiller d'Etat s'engage en faveur du renforcement des dispositifs sociaux en amont de l'aide sociale (RI) et d'une politique d'insertion socio-professionnelle visant, notamment, la sortie du RI des jeunes adultes sans formation professionnelle par le biais de l'apprentissage et du régime des bourses d'études et celle des familles par le biais d'emplois d'insertion et le versement de prestations complémentaires pour familles (PC Familles). Ancien président de la Conférence des directeurs de la santé (CDS), Pierre-Yves Maillard plaide pour une réforme en profondeur du régime de l'assurance-maladie.

## Heidi Simoni

### Combattre la pauvreté des familles en créant des perspectives pour les parents et leurs enfants – le plus tôt possible –

En Suisse, environ un quart des familles monoparentales et presque autant de couples avec trois enfants ou plus vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ils sont souvent *working poor* ou ne peuvent pas – comme dans le cas des personnes élevant seules leurs enfants – accepter un emploi à temps plein en parallèle au travail familial. Que signifie pour les enfants d'expérimenter l'impuissance de leurs parents ? Et pour les parents de ne pas pouvoir changer par eux-mêmes leurs conditions d'existence ? Le professeur Fragnière de Genève décrit l'effet principal de la pauvreté très justement comme « l'incapacité à faire des projets ». La lutte contre la pauvreté nécessite des changements d'ordre structurel. Néanmoins, outre les ressources monétaires, les ressources familiales non-monétaires sont aussi extrêmement importantes pour le développement des enfants. Les résultats de recherches sur le concept de résilience montrent comment l'*empowerment* peut réussir. En tant que professionnels du domaine, nous pouvons soutenir les parents à appréhender et élargir l'espace d'action et de pensée. Car l'horizon des attentes des parents détermine l'horizon d'expérience des enfants.

**Heidi Simoni** a étudié la psychologie à l'Université de Bâle et a soutenu sa thèse sur le thème « Développement précoce des enfants et familles dans des conditions psycho-sociales de départ difficiles ». Elle est en outre au bénéfice d'une formation de psychologue FSP. En 2000, elle a commencé comme directrice de la section recherche à travailler au *Marie Meierhofer Institut für das Kind* qu'elle dirige depuis 2007. Heidi Simoni est membre de la commission pour la protection de l'enfance du canton de Zurich et du comité de direction du Centre des sciences de la famille. De 2000 à 2010, elle était membre de la Commission fédérale de coordination pour les questions familiales (COFF).

## Marianne Modak

### Répondre à la vulnérabilité des familles : les registres normatifs des AS de l'aide sociale publique

Les interventions des travailleurs et travailleuses sociales de l'aide sociale publique en direction des familles pauvres, qui s'appuient sur une pluralité de registres normatifs, fruit de leur travail d'interprétation et d'adaptation des dispositifs légaux visant à lutter contre la précarité des familles, reposent sur une conception des inégalités entre hommes et femmes en marge de la division sexuelle du travail. Bien qu'au fondement de la reproduction des inégalités entre les sexes, on observe que la division sexuelle du travail est singulièrement peu présente dans les explications qu'ils et elles donnent de la vulnérabilité des familles et donc dans les réponses apportées au problème posé.

Les recherches et enseignements de **Marianne Modak** se situent pour l'essentiel dans les domaines de la sociologie de la famille et des normes de justice, ainsi que des études genre. Ses recherches récentes portent sur les articulations de la famille et des institutions publiques.

- Entre mesure et démesure : les enjeux sexués de la mise en visibilité du care chez les assistants et assistantes sociales (2012). In : Marie Garrau et Alice Le Goff (Eds). *Politiser le care ? Perspectives sociologiques et philosophiques*. Paris : Le Bord de l'Eau.
- Les normes d'une famille « juste » dans les interventions des assistants et assistantes sociales de l'aide sociale publique (avec F. Messant & V. Keller) (à paraître). *Nouvelles Questions Féministes*.

**Daniel Oesch**

## **Travail et vie après un licenciement collectif**

Cette contribution est basée sur une enquête réalisée auprès de 1200 employés de cinq entreprises industrielles suisses qui ont fermé leurs portes entre 2009 et 2010. Deux ans après leur licenciement, deux tiers des travailleurs ont retrouvé un emploi. A notre surprise, la majorité des personnes réengagées est retournée dans le secteur industriel et seulement un tiers a transité au secteur des services. Si la majorité des employés a réussi à retrouver un emploi, la situation est préoccupante pour les gens âgés entre 56 et 60 ans. Vingt pour cent de cette catégorie a choisi la retraite anticipée et un tiers n'a pas retrouvé de travail et reste au chômage de longue durée. Si la satisfaction de vie est restée stable pour les gens à la retraite, elle a chuté pour les gens au chômage. Cette recherche est menée avec Isabel Baumann (UNIL) dans le cadre du Pôle de recherche national LIVES et financée par le Secrétariat d'État à l'économie (SECO).

**Daniel Oesch** est professeur assistant au Centre de recherche sur les parcours de vie et les inégalités (LINES) à l'Université de Lausanne. Ses travaux portent sur les classes sociales et le marché de l'emploi. Il a étudié aux Universités de Genève, Lisbonne et Florence et défendu sa thèse de doctorat à Zurich, parue en 2006 auprès de Palgrave Macmillan sous le titre : *Redrawing the Class Map. Stratification and Institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland*. En parallèle à son travail académique, il a œuvré de 2002 à 2008 comme secrétaire national à l'Union syndicale suisse.

## Éric Crettaz

### Le problème des working poor : mieux le connaître pour mieux le combattre

Le phénomène des working poor est un problème social sérieux et qui pourrait encore s'aggraver. Et pourtant, de façon surprenante, cette problématique est insuffisamment analysée, malgré quelques progrès récents ; en outre, elle est trop souvent confondue avec la problématique des travailleurs à bas salaires, alors qu'elles ne se recoupent que partiellement. Il convient donc de réfléchir à la définition du phénomène, notamment aux conséquences en termes de non inclusion de certaines catégories de travailleurs dans l'analyse. En effet, ce concept pose deux problèmes épineux : d'une part, celui de déterminer qui est pauvre dans un pays riche et, d'autre part, celui, peut-être plus important encore, de savoir qui inclure dans la catégorie des « travailleurs ». Après avoir défini ce problème, il convient aussi, et peut-être surtout, de se demander s'il existe des solutions. Un certain nombre d'articles existent qui évaluent l'impact de diverses politiques publiques sur la pauvreté ou sur l'emploi, généralement pour des groupes socio-économiques spécifiques dans des pays spécifiques, et qui ne couvrent donc qu'une petite partie du problème. Réaliser une méta-analyse de ces contributions permet toutefois de tirer des conclusions plus générales afin d'identifier des politiques publiques potentiellement efficaces.

**Eric Crettaz** est Maître-assistant à l'Université de Neuchâtel. Il a obtenu son doctorat en administration publique à l'IDHEAP pour une thèse portant sur les politiques sociales permettant de combattre le phénomène des working poor en Europe et aux Etats-Unis. Il est l'auteur de nombreuses publications portant sur ce sujet et des sujets voisins, dont un livre publié en 2011 (« Fighting Working Poverty in Post-industrial Economies. Causes, Trade-offs, and Policy Solutions », Edward Elgar Publishing) et des participations à des projets communs (livre édité, encyclopédie, réseaux de recherche).

## Éric Widmer

### La pluralisation des parcours de vie : quelle vulnérabilité familiale ?

Divers auteurs ont affirmé qu'un processus de pluralisation des parcours de vie a amené à une remise en question à la fois du cycle de vie familial et des carrières professionnelles au sens classique du terme. Ces thèses affirment que les dernières décennies ont été marquées par une démultiplication des trajectoires empiriques, un foisonnement des possibles biographiques et un dérèglement des horloges sociales, s'exprimant dans l'impossibilité de trouver des modèles de parcours clairement identifiables. La pluralisation des parcours de vie a-t-elle été aussi forte que d'aucuns ne le prétendent ? La question est d'importance pour les politiques publiques prenant la famille ou l'insertion professionnelle comme cible. Cette présentation entend éclairer la manière dont les trajectoires familiales, mais aussi professionnelles, se sont construites, durant les dernières années en Suisse, sur la base d'une série d'analyses empiriques fondées sur des données rétrospectives. Elle répondra à la question de savoir dans quelle mesure on peut parler de pluralisation quand on se réfère à la période qui s'étend grosso-modo des années 60 au milieu de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Finalement, elle s'interrogera sur les liens existant entre ces trajectoires et la vulnérabilité familiale.

Né en 1966, **Eric Widmer** est professeur ordinaire au département de sociologie à l'Université de Genève. Spécialiste de l'intimité, du couple et de la famille, ses principales publications ont porté sur les configurations familiales, les dynamiques conjugales et les trajectoires de vie. Il a notamment publié: "*Les relations fraternelles des adolescents*. Paris, Presses Universitaires de France, 1999", "*Mesure et démesure du couple. Cohésion, crises et résilience dans la vie des couples*. Paris, Payot (2004), "*Beyond the Nuclear Family. Families in a Configurational Perspective*. Bern, Peter Lang (2008).

## Serge Paugam

### La rupture des liens sociaux : trajectoires biographiques et déterminants sociaux

Cette contribution prendra appui sur les travaux que je mène depuis plusieurs années, aussi bien ceux qui concernent l'analyse du processus de disqualification sociale et des différentes phases que le caractérisent que ceux, plus récents, qui renvoient plus spécialement à la théorie des liens sociaux. Elle reprendra certaines questions méthodologiques que pose l'analyse des trajectoires biographiques de personnes en situation de pauvreté ou de précarité et d'y répondre à partir d'exemples concrets. Il s'agira aussi de vérifier la thèse des ruptures cumulatives de liens sociaux à partir de la typologie que j'ai élaborée (lien de filiation, lien de participation élective, lien de participation organique, lien de citoyenneté).

**Serge Paugam** est sociologue, Directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Directeur de recherche au CNRS, responsable de l'Équipe de Recherches sur les Inégalités Sociales (ERIS) du Centre Maurice Halbwachs (CMH), (UMR 8097, CNRS - EHESS - ENS ). Il est auteur de plusieurs ouvrages sur la pauvreté, la précarité et la solidarité. Il dirige la collection « Le lien social » et de la revue « Sociologie » aux Presses Universitaires de France. Son thème de recherche est la sociologie des inégalités et des ruptures sociales. Son programme de recherche s'inscrit dans une démarche comparative, à la fois quantitative et qualitative, des formes élémentaires de la pauvreté dans les sociétés modernes, notamment en Europe. Il concerne à la fois l'analyse de la dynamique des inégalités et l'étude des fondements des liens sociaux à partir desquels il est possible de définir et de conceptualiser différents types de ruptures sociales. Ce programme porte aussi sur l'analyse comparative des formes contemporaines de solidarité. Site personnel : <http://www.serge-paugam.fr/>

**Jean-Michel Bonvin**

## **Les politiques d'insertion en faveur des jeunes à l'aune de l'approche par les capacités**

Cette contribution propose de mobiliser l'approche par les capacités d'Amartya Sen pour évaluer les politiques sociales et plus spécifiquement, les politiques d'insertion destinées aux jeunes en situation de vulnérabilité. Dans ce cadre analytique, l'efficacité d'un programme d'insertion doit être évaluée à l'aune de son impact sur les capacités ou « capabilités » des personnes, c'est-à-dire sur leur liberté réelle de mener la vie et d'avoir un emploi (ou de suivre une formation) qu'elles ont des raisons de valoriser. En s'appuyant sur les résultats d'une étude empirique consacrée au programme FORJAD, la contribution visera à identifier les conditions de la mise sur pied de politiques sociales qui soient au service du développement des capacités des jeunes.

**Jean-Michel Bonvin** est Professeur de sociologie et de politiques sociales à la Haute école de travail social et de la santé – EESP (Lausanne). Ses champs d'expertise recouvrent les politiques sociales et de l'emploi, l'innovation dans le secteur public et le tiers secteur, la sociologie du travail et des entreprises. Il est l'un des membres fondateurs du Centre d'études des capabilités dans les services sociaux et sanitaires (CESCAP).

**Fabrice Ghelfi**

## **On vit plus longtemps : pour s'enrichir ou coûter plus ?**

La société ne vieillit pas, elle compte simplement plus de personnes âgées ou très âgées. Cette transition est souvent accompagnée de craintes quant aux charges que la collectivité devra assumer notamment en terme de dépenses de santé, de prise en charge de la dépendance ou du financement des retraites.

Pourtant, les anciens représentent aussi une opportunité du point de vue économique. En lien avec la vieillesse, on peut citer toutes sortes de perspectives de développement notamment en matière de services à la personne dont une partie seront nouveaux. Pensons aux activités de prévention, de loisirs, d'adaptation de l'environnement, de logement ou des transports. De plus, le grand âge génère et va générer des investissements en matière de recherche et de développement. Le progrès technique va ainsi pouvoir bénéficier aux personnes concernées, entrer dans leur ménage, leur faciliter la vie quotidienne. L'évolution de ces cadres de vie va mobiliser des ressources, créer de l'emploi, de la plus-value et des richesses pour la société.

**Fabrice Ghelfi**, économiste, Chef du Service des assurances sociales et de l'hébergement du canton de Vaud (SASH), travaille depuis 1993 dans le domaine des assurances sociales, de l'action médico-sociale et du soutien aux personnes en voie de fragilisation.

## Possibilités et limites de l'insertion professionnelle.

Table ronde avec Jean-Hugues Busslinger, Manuela Cattani, Roger Piccand et Jean-Pierre Tabin.

Modération : Giuliano Bonoli

Depuis une vingtaine d'années, les politiques de réinsertion professionnelle sont le principal instrument de lutte contre le chômage dans la plupart des pays de l'OCDE. Cette notion comprend des mesures très variées, telles que des formations, des subsides pour les entreprises qui engagent une personne au chômage, des accompagnements dans les recherches d'emploi, mais aussi un suivi strict des recherches d'emploi. Aujourd'hui, grâce aux expériences faites et à une quantité impressionnante de recherches scientifiques, nous avons la possibilité de faire un bilan des possibilités et des limites des politiques d'insertion professionnelle. Cette table ronde constituera l'occasion d'entendre différents points de vue d'observateurs privilégiés du marché du travail et de la réinsertion professionnelle, sur des questions telles que : Peut-on réinsérer tout le monde ? Quelles sont les interventions les plus prometteuses ? Que faire avec les personnes qui, malgré les mesures de réinsertion, n'arrivent pas à réintégrer le monde du travail ?

**Jean-Hugues Busslinger**, 54 ans, est directeur du département de politique générale au Centre Patronal, à Paudex. Marié et père de deux enfants, il réside à Morges (VD). Après une formation juridique complète couronnée par un doctorat en droit à l'Université de Lausanne, il a travaillé durant quinze ans dans une importante société de services, en qualité de membre de la direction. Dès 2003, il entre au Centre Patronal et rejoint sa direction en 2007.

**Manuela Cattani** est co-secrétaire générale du syndicat SIT et vice-présidente de la Communauté Genevoise d'Action Syndicale. Le SIT a toujours lutté pour les droits des chômeurs, participant aux référendums contre leur péjoration, dont le dernier contre la 4ème révision de la LACI.

Les syndicats genevois portent un regard très critique sur les mesures de réinsertion cantonales qui mettent en place une forme de précarité par un tournus institutionnalisé et étatisé d'une main-d'œuvre bon marché à disposition d'entreprises privées et d'institutions subventionnées.

Né en 1955, **Roger Piccand** obtient une maturité scientifique au Collège St-Michel à Fribourg, puis une licence en Sciences économiques et sociales à l'Université de Fribourg. Il occupe ensuite un poste d'assistant au sein de la même Université et entame la rédaction d'une thèse en Sciences économiques. Il achève sa thèse à la London School of Economics and Political Sciences et obtient son doctorat en 1983. Roger Piccand travaille ensuite 6 ans au sein de l'Administration fédérale, y occupant trois postes, à l'OFAS pour le premier et au SECO pour les deux suivants. Il dirige actuellement le Service cantonal de l'emploi. Doté de quelque 400 collaboratrices et collaborateurs, ce service est chargé de la mise en œuvre de diverses législations fédérales, soit:

- la loi sur l'assurance-chômage,
- la loi sur le travail au noir,
- la mise en œuvre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes,
- la législation relative à l'octroi de permis de travail à des étrangers extra-communautaires,
- les dispositions relatives à la protection des travailleurs et à la supervision des licenciements collectifs.

Le Service de l'emploi est chargé de la réinsertion professionnelle des bénéficiaires du RI. Il gère enfin l'assurance cantonale perte de gain maladie pour chômeurs.

**Jean-Pierre Tabin** est professeur de politique sociale à la Haute école de travail social et de la santé EESP (HES•SO) et à l'Université de Lausanne. Dernières publications en lien avec la thématique de ce colloque :

- Tabin, Jean-Pierre & Merrien, François-Xavier (éd.). (2012). Regards croisés sur la pauvreté. Lausanne : Éditions de l'éesp.
- Tabin, Jean-Pierre, Probst, Isabelle, & Waardenburg, George. (2012). Accidents du travail et parcours de personnes accidentées en Suisse. In Annie Thébaud-Mony, Véronique Daubas-Letourneux, Nathalie Frigul & Paul Jobin (Éds.), Santé au travail. Approches critiques (pp. 205-216). Paris : La Découverte.
- Tabin, Jean-Pierre. (2011) Les évolutions de l'assurance chômage en Suisse. Le rôle du mouvement syndical. Chronique internationale de l'IRES (Institut de recherches économiques et sociales) N°129 (pp. 24-34).

**Giuliano Bonoli** est Professeur de politique sociale à l'Institut d'hautes études en administration publique (IDHEAP) de Lausanne. Dans le passé, il a enseigné aux Universités de Fribourg et Berne en Suisse et de Bath en Grande Bretagne. Il a obtenu sa thèse de doctorat à l'Université du Kent à Canterbury (Grande Bretagne) pour une étude des réformes des systèmes de retraite en Europe. Ses recherches portent sur le processus de transformation de l'Etat providence dans les sociétés contemporaines et en particulier sur les politiques de l'emploi et la réinsertion professionnelle.